

L'UQAM

Vol. XXVIII N°11, 25 février 2002

UQAM

5

Jorge Niosi,
sociologue chez
les gestionnaires



6

La réalité méconnue
des chargés de cours

8

Louise Poissant
présente le CIAM



14^e colloque institutionnel

Le Québec sous la gouverne de Robert Bourassa

Céline Séguin

Du 21 au 23 mars prochains, un important colloque consacré à «Robert Bourassa, un bâtisseur tranquille» se déroulera dans et hors les murs de l'Université, en présence d'une véritable brochette d'experts, ainsi que de nombreuses personnalités du monde politique et des médias. Si l'événement s'inscrit dans la série des grands colloques de l'UQAM consacrés aux leaders du Québec contemporain, la formule innovée, cette année, avec la présence d'une institution partenaire, l'Université Concordia.

«Cette association nous permettra de rejoindre un public plus large, tout en favorisant les échanges et les débats», affirme Robert Comeau, professeur au Département d'histoire de l'UQAM et membre du comité organisateur. «Robert Bourassa a séduit tant la communauté anglophone que francophone, et il les a déçues l'une comme l'autre. Un colloque conjoint, c'est une façon de reconnaître l'importance qu'il a revêtu pour les deux groupes, ainsi que toute l'ambiguïté du personnage», d'ajouter Guy Lachapelle, professeur de science politique à Concordia et également membre du comité.

À l'heure des bilans

Au cours des trois journées prévues au programme du colloque, les organisateurs entendent dresser un bilan des quatre mandats du gouvernement Libéral du Québec, sous la conduite de Robert Bourassa, durant les deux grandes périodes qui vont de 1970 à 1976, et de 1985 à 1989. Les réalisations économiques de l'ancien premier ministre, sa conception et sa pratique du pouvoir, l'évolution de ses positions constitutionnelles, la crise d'Octobre et celle d'Oka, ses rapports avec son parti et la société civile, figurent au nombre des thèmes abordés. Une séance intitulée «Robert Bourassa tel que je l'ai connu» permettra également de jeter un éclairage plus personnel sur l'homme, à partir de témoignages de politiciens, conseillers et chroniqueurs qui l'ont côtoyé de près.

Ce colloque est en fait le 14^e de la série consacrée aux leaders du Québec. Le choix de Robert Bourassa s'explique aisément. «Cela fait maintenant plus de cinq ans qu'il est disparu; plusieurs écrits ont vu le jour depuis et l'heure nous apparaissait propice au bilan», de dire M. Comeau. Quant au titre de «bâtisseur tranquille», M. Lachapelle tient à rappeler que Robert Bourassa a été associé à de grands projets, des chantiers de la Baie James aux installations olympiques, en passant par les dossiers de l'emploi, de la fiscalité et des lois linguistiques. «Tranquille», dit-il, renvoie tout autant à son style — pas de vagues ni de grands scandales — qu'à ses réalisations inscrites dans la foulée de la révolution du même nom. Quant à savoir quels furent ses succès et ses échecs, comment il a réussi à se maintenir au pouvoir durant 15 ans en dépit de moult controverses, et s'il fut ou non un «bon» premier ministre, le colloque, de dire en chœur les deux professeurs, sera l'occasion rêvée d'en discuter.

Débats en perspective

Pour mieux comprendre le personnage, son évolution, sa pensée et pratique du pouvoir, les organisateurs n'ont pas hésité à faire appel à des gens de milieux divers. «Fidèle à la tradition, le colloque va mettre en rapport des universitaires, des acteurs et des témoins de l'époque. On ne veut pas que ça soit terne ou complaisant. Les su-

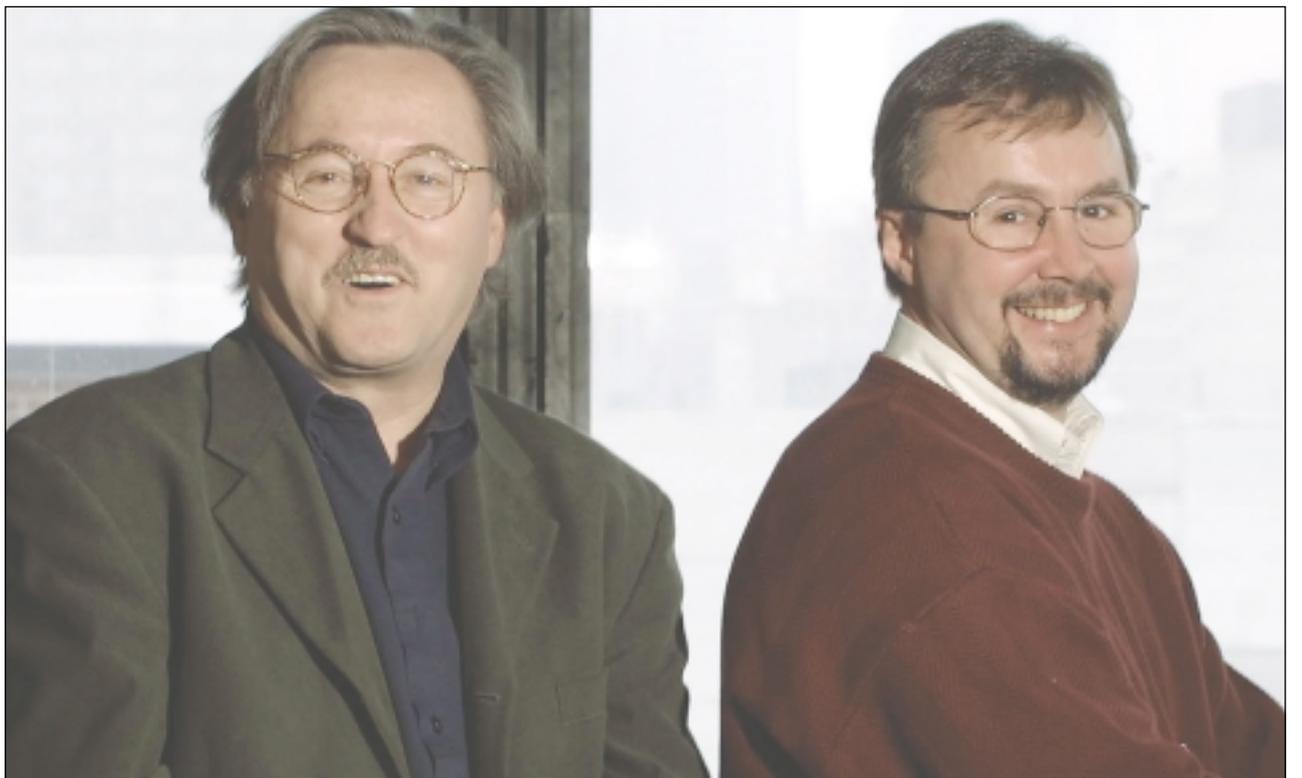


Photo : Andrew Dobrowskyj

MM. Robert Comeau et Guy Lachapelle, membres du comité organisateur du colloque et respectivement professeurs au Département d'histoire de l'UQAM et au Département de science politique de l'Université Concordia.

jets controversés ne seront pas évités, bien au contraire, on tient à favoriser les débats», déclare le professeur Comeau. Un simple coup d'oeil sur la liste des conférenciers en présence laisse en effet présager d'intéressantes discussions. À titre d'exemple, ont été

conviés tous ceux qui ont écrit un ouvrage sur Robert Bourassa, à savoir Jean-François Lizée, Michel Vastel, L. Ian McDonald, et

Voir Bourassa en page 2

Virage technologique à l'UQAM

Angèle Dufresne

Le directeur des services réseaux du SITel, M. André Ostiguy, présentait la semaine dernière, en compagnie du recteur, M. Roch Denis, et du nouveau vice-recteur aux services académiques et au développement technologique, M. Claude-Yves Charron, un immense projet de convergence des systèmes — présentement distincts — de téléphonie, de transmission de données et de transmission d'images au moyen d'un réseau unifié voix-données-vidéo. Ce projet de plusieurs années prévoit notamment le recâblage de certains pavillons de l'UQAM et l'installation de nouveaux équipements, téléphones, postes de travail, etc. Les partenaires corporatifs de l'UQAM dans ce projet sont Cisco Systems Canada Inc. et Bell Canada.

M. Ostiguy a fait la démonstration devant des invités quelque peu médusés, à la salle des Boiseries, de ce que le nouveau réseau



Photo : J.-A. Martin

M. André Ostiguy, directeur des services réseaux du SITel.

Voir Virage en page 3

Pôrto Alegre : ils y étaient

Claude Gauvreau

Les forces qui s'opposent à la mondialisation, dans sa version néolibérale, prennent de l'ampleur. Près de 60 000 personnes, contre 12 000 l'an dernier, ont participé récemment au deuxième Forum social mondial qui se tenait à Pôrto Alegre au Brésil. Pour les professeurs Jules Duchastel et Victor Armony du Département de sociologie qui, avec leur collègue Gilles Bourque, participaient au Forum à titre d'observateurs, cet événement représentait une véritable immersion dans un impressionnant rassemblement des forces anti-mondialisation.

«Nous nous étions inscrits comme membres d'un centre de recherche, raconte M. Armony. Nous voulions être présents afin d'observer, d'explorer, et de recueillir des éléments d'un corpus discursif dans le cadre d'un projet de recherche financé par le CRSH et intitulé *Inflexion sociale du discours néolibéral et politisation de l'espace mondial*. D'ailleurs, cette subvention a permis de défrayer une partie des coûts associés à notre participation au Forum, l'autre étant assumée par la nouvelle Chaire de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie dirigée par M. Duchastel.»

Pluraliste et hétérogène

«Le Forum de Pôrto Alegre ne ressemblait en rien à un colloque traditionnel», affirment Jules Duchastel et Victor Armony. En effet, 700 ateliers ont réuni 15 000 délégués d'une centaine de pays pour débattre de développement économique durable, des rapports entre pouvoir et éthique, de la paix dans le monde, de la dégradation de l'environnement et de la lutte contre la pauvreté.

Signalons que l'événement a été rendu possible notamment parce que le *Partido dos Trabalhadores* (PT), un parti d'obédience marxiste qui recueille de 30 à 40 % du vote dans les élections fédérales au Brésil, est au pouvoir dans la municipalité de Pôrto Alegre et dans l'État du Rio Grande do Sul. Au Brésil, 60 des 160 millions d'habitants vivent dans la misère.

Le Forum se présentait comme un événement pluraliste et non partisan tout en se voulant la réplique de la société civile aux délibérations plus ou moins secrètes du Forum économique mondial – club des riches et des puissants de ce monde – qui se tenait parallèlement à New York. Comme le rappellent les professeurs Duchastel et Armony, «le rassemblement de Pôrto Alegre était extrêmement hétérogène. On y retrouvait des représentants de partis politiques de gauche, des militants de la base de mouvements populaires, des syndicalistes, des féministes, des intellectuels, etc. Fait étonnant, des parlementaires européens, des députés socialistes français, et même des porte-parole de la



Photo : Michel Giroux

Victor Armony, professeur au Département de sociologie, et Jules Duchastel, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie.

Fondation Ford étaient également présents. Plusieurs défendaient la nécessité de développer une société civile globale excluant les partis politiques au pouvoir et les grandes corporations, et plaidaient en faveur de nouvelles formes de démocratie et de citoyenneté. Qu'est-ce que la société civile? Quels sont les acteurs qui la composent? Voilà des questions complexes que le Forum a permis de soulever et auxquelles il n'y a pas de réponses simples.»

Société civile et transformation de l'État

MM. Duchastel et Armony, en compagnie de leurs collègues sociologues Gilles Bourque et Jacques Beauchemin, mènent des recherches sur la politisation d'un nouvel espace délibératif mondial, un espace public où le politique est en voie de redéfinition. Ils s'intéressent aussi à la résurgence de la société civile face à une mondialisation imposée par le haut.

«Nous étudions notamment le discours tenu par les grandes organisations internationales telles que le FMI, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce, le G7 et l'OCDE», d'expliquer M. Duchastel. «Depuis 1995, précise-t-il, on peut en effet observer une inflexion sociale du discours technocratique de ces organisations. Devant la montée des luttes sociales contre les effets néfastes de la mondialisation, reflète d'une conscience de plus en plus globale, et devant les échecs de leurs propres politiques – songeons aux crises majeures des années 90 au Mexique et en Argentine – les grandes organisations et les gouvernements des pays les plus riches ont été forcés d'ajuster leur discours. On assiste en quelque sorte à une tentative de récupération par le haut d'un mouvement social global.» Ainsi, pour plusieurs observateurs, il n'y aurait rien d'étonnant au fait que le Forum économique mondial de New York se soit également penché sur la réduction de la pauvreté et des inégalités ou sur la quête d'équité.

Selon M. Duchastel, c'est à partir des années 70 que se met en place

un programme de transformation de l'État par les grandes organisations internationales. «C'est à ce moment que s'opère un changement de paradigme : le passage du keynésianisme au monétarisme.» Un paradigme partagé par une communauté d'experts constituant une force de travail intellectuelle sur laquelle s'appuie la vulgate néolibérale, pour reprendre les termes du sociologue français Pierre Bourdieu. Avec la mondialisation, souligne M. Duchastel, les États-nations perdent progressivement certains attributs de leur souveraineté (régulation monétaire, protection sociale, politiques économiques, etc.) et les grandes institutions internationales, tout en restant sous le contrôle des États les plus puissants, notamment des États-Unis, tendent de plus en plus à imposer leurs propres règles.

Pour Jules Duchastel et Victor Armony, le Forum de Pôrto Alegre, malgré son caractère un peu chaotique, a permis de créer un lieu d'échanges non conflictuels, un espace où les idées pouvaient circuler. «Il était clair, de dire M. Armony, que

...Bourassa (suite de la page 1)

Charles Denis. La diversité des points de vue sera également assurée par les contributions et les interventions d'une pléiade d'acteurs, parmi lesquels on retiendra : John Ciacca, ex-ministre délégué aux affaires autochtones et Billy Diamond, premier Grand chef du Grand conseil des Cris; Jean-Claude Rivest, ex-conseiller politique au cabinet de Robert Bourassa et Claude Morin, ex-ministre des Affaires intergouvernementales du Québec; Mario Dumont, chef de l'Action démocratique du Québec et John Parisella, ex-chef de cabinet de Robert Bourassa. S'y ajouteront des historiens, des politologues et des sociologues, ainsi que divers représentants des médias.

Un rendez-vous

Toute la communauté universitaire est invitée à participer à l'événement

Dernières nominations à la direction de l'UQAM

Avec la nomination le 7 février dernier par le Conseil d'administration de M. Claude-Yves Charron, professeur au Département des communications, commissaire à la Commission des études et secrétaire général d'ORBICOM (réseau des chaires et associés UNESCO en communication), comme titulaire du vice-rectorat aux Services académiques et développement technologique, l'équipe de direction de l'UQAM est maintenant complète.

Elle se compose donc du recteur, M. Roch Denis; de la vice-rectrice à l'Enseignement, à la recherche et à la création, Mme Danièle Laberge; de deux vice-rectrices, -recteur associés, Mme Carole Lamoureux aux Études et M. Daniel Coderre à la Recherche et à la création; du vice-recteur exécutif, M. Jacques Desmarais; du vice-recteur aux ressources humaines et aux affaires administratives, M. Mauro Malservisi; du vice-recteur aux Services académiques et au développement technologique, M. Claude-

Yves Charron ainsi que du Secrétaire général, M. Pierre Parent, également vice-président de la Fondation de l'UQAM.

Par ailleurs le Comité exécutif a nommé Mme Denise Pelletier directrice du Cabinet du recteur à compter du 20 février dernier. Entrée en 1985 à titre d'adjointe à la doyenne des études avancées et de la recherche, elle a été directrice intérimaire du Bureau de la coopération internationale (1995), ombudsman (1996), adjointe à la vice-rectrice à la planification stratégique et financière et secrétaire générale et enfin adjointe à la vice-rectrice à la recherche, à la création et à la planification (1999). Elle était, jusqu'à sa nomination, adjointe du vice-recteur associé à la recherche et à la création, M. Daniel Coderre. Mme Pelletier a également été directrice du Bureau nord-américain de l'AUEPEL-UREF et chef du Service de la banque de données de cet organisme (1993).

tous avaient conscience de faire partie d'une force sociale mondiale. L'idée dominante était que ça ne peut plus durer, qu'il faut stopper la dérive néolibérale de la mondialisation. Et même si le forum n'a pas débouché sur un programme unique de revendications, son organisation constituait une action en soi.» D'ailleurs, on prévoit organiser en 2002 d'autres forums sociaux, mais continentaux cette fois (asiatique, sud-américain, méditerranéen).

«Quant à nous, d'ajouter Jules Duchastel, nous sommes, sans être des militants, sympathiques aux mouvements sociaux et partageons leur diagnostic général sur la mondialisation. En tant que chercheurs nous pouvons contribuer à la réflexion sur le concept de société civile afin de mieux

comprendre sa force de mobilisation et les dangers de sa récupération. Nous pouvons fournir des outils pour la redéfinition en profondeur de la citoyenneté et pour la compréhension des effets de la mondialisation sur la transformation de l'État moderne.»

L'UQAM

Le journal L'UQAM est publié par le Service de l'information et des relations publiques (SIRP), directrice Josette Guimont.
Université du Québec à Montréal,
Case postale 8888, succ. Centre-ville,
Montréal, Qué., H3C 3P8

Directrice du journal (2001-2002) :
Angèle Dufresne
Rédaction : Anne-Marie Brunet,
Claude Gauvreau, Céline Séguin
Photos : Andrew Dobrowolskyj,
Michel Giroux, J.-A. Martin,
Sylvie Trépanier, Robin Edgar
Graphisme : SIRP
Publicité : Rémi Plourde (987-4043)
Impression : Payette & Simms
(Saint-Lambert)

Adresse du journal :
pavillon Judith-Jasmin J-M 330
Téléphone : 987-6177
Télécopieur : 987-0306
Adresse courriel : journal.uqam@uqam.ca
Version Web (L'UQAM branché) :
<http://www.medias.uqam.ca/>

Politique éditoriale et tarifs publicitaires sur le site Web du journal L'UQAM à <http://www.medias.uqam.ca/>

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 0831-7216

Les textes de L'UQAM peuvent être reproduits, sans autorisation, avec mention obligatoire de la source.

Sur Internet :
[www.uqam.ca/Robert Bourassa](http://www.uqam.ca/Robert_Bourassa)

Nouvelles de la Commission des études

Claude Gauvreau

Moyenne cible au 1^{er} cycle

Les membres de la Commission des études ont amorcé une réflexion sur le rapport du Comité d'étude UQAM/SPUQ des effets de la hausse à 41 de la moyenne cible au premier cycle. Même si certaines recommandations (création de grands groupes, de statut d'assistant d'enseignement, cours communs facultaires ou transfacultaires) ne font pas l'unanimité parmi les membres de la C.É. et au sein des facultés, le rapport a été bien reçu. Tous ont reconnu que les recommandations du rapport en matière de programmation et de soutien à l'enseignement doivent être discutées largement. Aussi, lors de sa prochaine assemblée, la C.É. présentera un plan d'action comportant un calendrier de discussions pour que le rapport soit étudié à tous les paliers. D'ici là, les cas les plus graves déjà constatés à l'application de la moyenne cible actuelle à 40 devront être portés à l'attention de la vice-rectrice à l'Enseignement, à la recherche et à la création, et de la vice-rectrice associée aux Études. Enfin, les commissaires se sont entendus pour que le budget consacré au soutien pédagogique soit augmenté.

Par ailleurs, le C.A. du 19 février, sur la recommandation de la C.É., a adopté les objectifs différenciés par unité pour la session d'automne 2002 et portera une attention particulière aux ressources requises pour atténuer, à court terme, les effets négatifs de la hausse de la moyenne cible sur les cours, les programmes et les étudiants. Comme il est expliqué dans le rapport du Comité UQAM/SPUQ, pour atteindre la moyenne cible institutionnelle (effectif étudiant moyen des groupes-cours à chacune des sessions), les départements, les écoles et les facultés sont tenus de respecter un objectif qui leur est propre. Les objectifs

différenciés des unités académiques sont déterminés selon le type d'enseignement particulier qui y est dispensé et pour lequel sont pris en considération des facteurs comme la nature des programmes d'études desservis, les types de cours, les méthodes pédagogiques utilisées et les conditions matérielles particulières. Selon les propositions actuelles de ventilation de la moyenne cible de 41 prévue à compter de l'été 2002, les objectifs différenciés pour les unités académiques s'échelonnent de 19 à 51,7 pour la session d'été 2002 et de 20,8 à 50 pour la session d'automne 2002.

On peut consulter le rapport du Comité d'étude UQAM/SPUQ sur le site web du Service des ressources humaines à la page suivante : <http://www.rhu.uqam.ca/pdf/RapportMoyenneCible.pdf>

Priorités institutionnelles

Le recteur, M. Roch Denis, a donné un aperçu des travaux de réflexion de l'équipe de direction de l'UQAM qui s'est réunie durant trois jours au début du mois afin de définir des priorités institutionnelles. Plusieurs sujets ont alors été abordés : le rôle de la direction, la place centrale de l'académique, la qualité de la formation, le développement de la recherche-création, le fonctionnement des instances, le rôle des services et le rayonnement de l'Université. Une synthèse écrite des travaux sera bientôt présentée à la Commission des études (C.É.), a précisé M. Denis.

Le recteur a aussi fait état de séances de discussions récentes entre les chefs d'établissements du réseau de l'Université du Québec. Ceux-ci, réunis à l'initiative de M. Denis, ont débattu du rapport *Bâtir notre avenir* portant sur l'évolution du réseau. Le recteur a rappelé que l'UQAM devait réfléchir aux liens qu'elle entretient avec les autres constituantes du réseau

à Montréal (ETS, INRS, TELUQ). «Nous devons examiner la pertinence d'emprunter des voies nouvelles de coopération et d'établir des alliances stratégiques avec les autres établissements», a souligné M. Denis. Il a enfin suggéré que la C.É. tienne bientôt une assemblée élargie consacrée à l'étude du rapport.

Tutelle en éducation

M. Julien Bilodeau, administrateur délégué du Département des sciences de l'Éducation, sous tutelle depuis le printemps dernier, a présenté un premier rapport d'étape. Rappelons que le Département est actuellement divisé en deux unités autonomes qui deviendront éventuellement deux nouveaux départements. M. Bilodeau a rappelé que le regroupement des professeurs en sciences de l'éducation n'a pas encore identifié un membre pouvant jouer un rôle de «directeur» de département, tandis que celui en éducation spécialisée fonctionne en quelque sorte comme un département. Chaque regroupement, a-t-il souligné, devra adopter une position claire sur toutes les questions importantes relatives à la départementalisation (mission, banque de cours, budgets, personnel, etc.).

Compte tenu de la diminution importante du nombre de professeurs au cours des dernières années, ainsi que du vieillissement du corps professoral, M. Bilodeau a insisté sur l'importance de recruter de jeunes professeurs. Aussi, on prévoit embaucher, d'ici mai 2002, trois ou quatre nouveaux professeurs. Bien que le Département assume correctement l'ensemble des tâches qui lui sont assignées, et même au-delà dans plusieurs cas, certains acquis demeurent fragiles, a précisé M. Bilodeau. La C.É. formulera ses recommandations quant aux suites à donner à cette tutelle au plus tard lors de sa réunion de mai 2002.

Dissolution du LAREHS

Les commissaires ont pris acte de la dissolution du Laboratoire de recherche en écologie humaine et sociale (LAREHS) et recommandent au C.A. de mettre fin à son statut de centre institutionnel de recherche. Loin de représenter une diminution des activités, la démarche des chercheurs du LAREHS a donné naissance à deux équipes de recherche reconnues par le Conseil québécois de la recherche sociale (CQRS) et les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC) : le Groupe de recherche et d'action sur la victimisation des enfants (GRAVE) et le Centre de recherche et d'intervention sur le suicide et l'euthanasie (CRISE). De plus, ces chercheurs, qui poursuivront donc leurs travaux sous d'autres formes de re-

groupement, sont associés au projet de création d'un nouvel institut interdisciplinaire dans le domaine de la santé.

Nominations

Le Conseil d'administration, sur recommandation de la C.É., a nommé Mme Danielle Maisonneuve, professeure au Département des communications, à titre de titulaire de la Chaire en relations publiques pour un mandat de trois ans. Il a aussi nommé M. Francis Bellido à la tête de la Chaire en gestion des bio-industries pour un premier mandat de deux ans prenant effet à la date de son engagement comme professeur associé au Département de management et technologie. M. Bellido est actuellement président de SGF-Santé.

Budgets en hausse pour nos athlètes !

Afin de souligner les excellentes performances des étudiantes et des étudiants membres des équipes de soccer féminine et masculine de l'UQAM, une cérémonie-reconnaissance avait lieu récemment, présidée par Mme Manon Vaillancourt, directrice du Centre sportif, en présence du recteur M. Roch Denis. Deux joueurs de l'équipe masculine, Merzak Bouhatem (Bac en informatique de gestion) et Jacob Jacques (Bac d'intervention en activité physique) ont été élus au palmarès des équipes d'étoiles québécoises. Quant à Marie-Claude Sansoucy (Bac en enseignement au se-

condaire), membre de l'équipe féminine, elle a été élue sur la première équipe d'étoiles. Enfin, M. Laurence Labonté, entraîneur de l'équipe féminine a été choisi par ses pairs entraîneur de l'année. Selon les responsables du Centre sportif, l'appui aux athlètes de l'UQAM et aux compétitions interuniversitaires sont devenus une priorité de l'Université et les budgets qui y sont consacrés sont en croissance. On aperçoit sur la photo, de gauche à droite, Athena Cyr, qui remplaçait la lauréate Marie-Claude Sansoucy absente, Merzak Bouhatem, Jacob Jacques et Laurence Labonté.

...Virage (suite de la page 1)

unique permettra d'accomplir en reliant téléphones IP (téléphonie par Internet), à des ordinateurs, caméras numériques, vidéo, photocopieur, etc. Il a même réussi le déverrouillage à distance d'une porte du Service de l'informatique et des télécommunications. On n'arrête pas le progrès! La convergence permettra, en effet, de relier au réseau une série de nouvelles applications (messagerie unifiée, photocopieurs numériques, surveillance et accès aux locaux), actuellement fonctionnant en réseaux séparés ou hors réseau.

Malgré le fait que l'UQAM soit encore une «jeune» université, ses réseaux ont dans certains cas plus de 20 ans et une mise à niveau s'impose. La vitesse de la «dorsale» – le cœur du réseau des données de l'UQAM – était de 10 Mbits en 1995. Elle a été aug-

mentée à 2 Gigabits en 2002, soit 200 fois la norme d'il y a sept ans. La robustesse et la fiabilité de cette dorsale rend possible la convergence des autres systèmes, de préciser M. Ostiguy.

La convergence permettra d'offrir de meilleurs services tout en réalisant des économies importantes d'opération et d'entretien, on s'en doute, et ce, malgré un investissement initial majeur de l'ordre de plusieurs millions de dollars. Elle est rendue nécessaire, d'expliquer M. Ostiguy, en raison de la demande accrue de services de type multimédia sur le réseau (par exemple *e-learning*) et des besoins de la recherche.

La convergence ne se fera pas au même rythme partout. Dans les pavillons neufs, le DeSève et le

Président-Kennedy par exemple, elle pourrait se réaliser très rapidement. Dans d'autres où il faudra recâbler complètement, ce sera plus long. Déjà 200 téléphones IP sont en service au SITel sur les 4 000 que comprend l'Université. Les travaux devraient s'effectuer sur un horizon de quatre ans «si on est réaliste», de préciser M. Ostiguy.

La convergence est une technologie connue et testée depuis au moins deux ans, ajoute-t-il. Toutes les universités montréalaises ont «pris l'orientation». L'Université de Montréal est à refaire son câblage, McGill a plus de problèmes à cause de la vétusté de certains de ses pavillons. Pour ce qui est de Concordia, elle devrait se lancer dans la téléphonie IP très bientôt.



Photo : Andrew Dobrowsky

Place aux jeunes... chercheurs !

Les beaux esprits de la philosophie

Céline Séguin

En juin dernier, le Département de philosophie s'est offert une véritable cure de jeunesse avec l'embauche de deux nouveaux professeurs, Luc Faucher et Pierre Poirier. Les nouvelles recrues se connaissent, s'apprécient mutuellement et collaborent à divers projets pour mettre à profit la complémentarité de leurs expertises. Spécialistes en philosophie de l'esprit, ils comptent tous deux s'investir à fond dans la création, à l'UQAM, d'un Institut des sciences cognitives. Portrait de deux jeunes chercheurs qui décidément font la paire.

Un profil semblable

Au regard de leur parcours, l'association entre les jeunes chercheurs allait presque de soi tant leurs profils se ressemblent. *Primo*, tous deux ont fait leurs études en philosophie — bac, maîtrise et doctorat — ici à l'UQAM. *Secundo*, l'un et l'autre ont décidé d'élargir leurs horizons, au cours de leur doctorat, en effectuant des stages d'étude en Europe et aux États-Unis. *Tertio*, une fois leur Ph. D. en poche, ils se sont tous deux «exilés» dans des universités américaines pour y mener des recherches postdoctorales. M. Faucher a passé trois années à l'Université Rutgers (New-Jersey) où il a exploré les psychopathologies, l'interpénétration entre cognition et culture, et les théories de l'esprit chez les primates. De son côté, M. Poirier a œuvré quatre ans à l'Université de Californie-Davis, où il s'est penché sur les propriétés computationnelles et représentationnelles de divers modes d'apprentissage. Dans un tel contexte, on ne s'étonnera pas qu'ils aient décidé d'unir leurs efforts afin de créer, au sein de leur département, un laboratoire des sciences cognitives, en prévision de la création prochaine d'un Institut dans ce domaine à l'UQAM.

«Aux États-Unis, d'expliquer Pierre Poirier, les chercheurs s'intéressent aux sciences cognitives depuis bientôt 30 ans. Au Québec, l'intérêt est plus récent. Mais dans la mesure où ces nouvelles sciences qui se constituent à la croisée de la linguistique, de l'informatique et de la psychologie abordent des sujets — l'esprit, la connaissance, le savoir — traditionnellement étudiés par la philosophie, il est normal que l'on veuille y apporter notre contribution.» Celle-ci, selon son collègue, se traduit entre autres par une approche plus globale et un point de vue critique à l'égard de tout le vocabulaire conceptuel hérité de la psychologie du sens commun. «Un Institut des sciences cognitives, ça manque à l'UQAM. Aux États-Unis, on a travaillé dans ce genre d'environnement, avec des spécialistes des neurosciences, des psycho-

logues, des linguistes... C'est très stimulant pour la recherche.»

Des recherches novatrices

Pour les prochaines années, Pierre Poirier entend se consacrer à l'étude de la diversité cognitive dans le cadre d'un projet financé par le FCAR dont il est le directeur. Il s'est donné pour premier objectif de décrire les ressources computationnelles (comme la capacité de mémoire), représentationnelles (digitales, analogiques, symboliques, etc.) et architecturales (modifiable ou non, durable ou fragile...) à l'œuvre dans les divers systèmes cognitifs. Puis, il analysera la variété cognitive émergeant, notamment, des re-



Pierre Poirier

Photo : Michel Giroux

cherches sur les systèmes cérébraux, la cognition individuelle, la cognition sociale et la science institutionnalisée. À terme, il compte ébaucher les prémices d'une théorie stratifiée de la connaissance capable de comprendre les relations entre les différents systèmes cognitifs. Cette recherche, il la mènera au moyen de l'analyse conceptuelle, des échanges avec d'autres laboratoires et de la simulation par ordinateur.

Pour sa part, Luc Faucher étudie les phénomènes mentaux reliés aux perceptions, croyances, émotions, mémoire, goût, etc. «En philosophie morale, on ne se pose pas la question de savoir comment on apprend les émotions, elles sont en quelque sorte prises pour acquis. Et les autres disciplines vont emprunter ces notions de manière non critique. Ce n'est pas le cas en philosophie de l'esprit.» Aussi, il s'intéresse aux psychopathologies, notamment aux critères qui permettent de poser un diagnostic de maladie mentale. Il compte d'ailleurs publier un ouvrage qui abordera, plus spécifiquement, les questions de définitions, de construction sociale et de responsabilité en matière de maladies mentales. Dans le cadre du projet qu'il mène, en collaboration avec Pierre Poirier, sur l'architecture de l'esprit, il entend explorer plus spécifiquement les relations entre gènes et environnement, et entre culture et cognition.

De l'autre côté du miroir

Parce qu'ils avaient déjà donné de nombreuses charges de cours, MM. Faucher et Poirier avaient une bonne expérience de l'enseignement. Mais ils ont vite constaté qu'être professeur, c'est beaucoup plus que cela.

«L'encadrement des étudiants, la participation à des comités, la rédaction des demandes de subvention (on en a complété cinq en moins d'un an!), les confé-



Luc Faucher

Photo : Michel Giroux

rences (huit au cours des derniers mois!), la recherche, les articles à écrire, ça représente un temps fou» de dire Pierre Poirier. Heureusement, d'ajouter son collègue, la collaboration

leur permet d'assurer une meilleure production que s'ils étaient isolés. «On donne des cours ensemble, on échange sur nos recherches et on travaille sur des projets communs. Ça nous aide à mettre les bouchées doubles.»

Quel effet cela fait-il de se retrouver de l'autre côté du miroir alors qu'ils étaient eux-mêmes étudiants à l'UQAM il n'y a pas si longtemps? «À l'époque, affirme Pierre Poirier, on se plaignait qu'il n'y avait pas beaucoup de vie au Département, qu'il s'agisse des activités sociales ou des échanges d'ordre philosophique. Depuis notre embauche, on a donc enclenché une série d'initiatives pour favoriser le sentiment d'appartenance, créer une sorte de communauté intellectuelle». Ils ont mis sur pied des groupes de lecture avec des étudiants, ont organisé des sorties au théâtre et ont même monté une équipe de basketball. Ils travaillent aussi à créer un centre de documentation qui, sur le plan des heures d'ouverture et des documents disponibles, pourrait mieux répondre aux besoins des étudiants. «En tant que prof, on reçoit de nombreux ouvrages, et on se dit que si chacun d'entre nous en acheminait quelques-uns au centre, ça serait utile pour tout le monde.» Enfin, à travers leurs subventions de recherche, ils comptent aider financièrement les étudiants prometteurs. «Nous, on en a bénéficié, et on sait que c'est essentiel à la poursuite et à la réussite des études», de conclure Pierre Poirier.

L'UQAM rafle la majorité des prix de l'IRÉC

Les étudiants de l'UQAM ont remporté quatre des six prix au concours de l'IRÉC 2001 (Institut de recherche en économie contemporaine). La cérémonie de remise des prix a eu lieu à la Bibliothèque nationale du Québec en présence de M. Jacques Parizeau, ancien premier ministre du Québec et président du comité de recherche de l'IRÉC et de M. Guy Bouthillier, président de la Société Saint-Jean-Baptiste. Les prix récompensent les meilleurs mémoires et thèses inscrits au concours et au répertoire électronique de l'IRÉC. Sur la photo on aperçoit de gauche à droite, les lauréats Guy Caron et Geneviève Huot, Mme Danielle Laberge, vice-rectrice à l'enseignement, à la recherche et à la création, Corinne Gendron et Yves Proulx, autres lauréats, et le président de l'IRÉC, M. Jean Labrecque.



Photo : Michel Giroux

Les conditions gagnantes de la croissance

Claude Gauvreau

Il n'est pas fréquent de voir réunies chez un même chercheur des compétences en sociologie, en économie industrielle et en stratégies de gestion. C'est pourtant le cas de Jorge Niosi, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en gestion de la technologie et professeur au Département de management et technologie. Et c'est aussi ce qui fait l'originalité de son approche puisqu'il étudie les stratégies d'entreprise tout en tenant compte de leur environnement social et politique. M. Niosi, qui enseigne depuis plus de 30 ans, est l'auteur de nombreuses publications dans le domaine des systèmes de gestion de l'innovation. Membre de la Société royale du Canada depuis 1994, il est le récipiendaire du *Prix John Porter* de l'Association canadienne de sociologie. Professeur invité à plusieurs reprises à l'Université de Paris, il a aussi été *Visiting Scholar* en 1995-1996 au *Center for Economics Policy Research* de l'Université de Stanford aux États-Unis. Enfin, il a dirigé de 1986 à 1995 le Centre interuniversitaire de recherche en sciences et en technologies (CIRST).

Le programme de recherche qu'il entend développer vise à améliorer notre compréhension des facteurs de croissance des industries axées sur les technologies de pointe, notamment celles en biotechnologies, en aéronautique, en information ou en aérospatiale. M. Niosi s'intéressera également, au moyen d'analyses comparatives, aux pratiques et aux stratégies de gestion de l'innovation technologique, tant au Canada qu'à l'échelle internationale.

La technologie, principal facteur de croissance

Dans une économie mondiale, affirme Jorge Niosi, la technologie constitue le principal facteur de développement des économies et des entreprises. «Les études économétriques sont absolument concluantes, précise-t-il. Jusqu'aux années 50, on croyait que l'accumulation du capital et l'augmentation de la main-d'œuvre représentaient les deux principaux facteurs de la croissance économique. Mais on s'est rendu compte que les différentes composantes de ce que l'on appelle la technologie, soit l'éducation scientifique et technique, les changements technologiques dans la production et une meilleure organisation du travail, entre autres, jouent un rôle clé dans le développement économique.» Et les entreprises qui connaissent la plus forte croissance, ajoute-t-il, sont celles qui effectuent de la recherche, font preuve d'innovation et possèdent une main-d'œuvre hautement qualifiée.

Mais comment expliquer que certaines entreprises de haute technologie connaissent une forte expansion tandis que d'autres ont plutôt tendance à

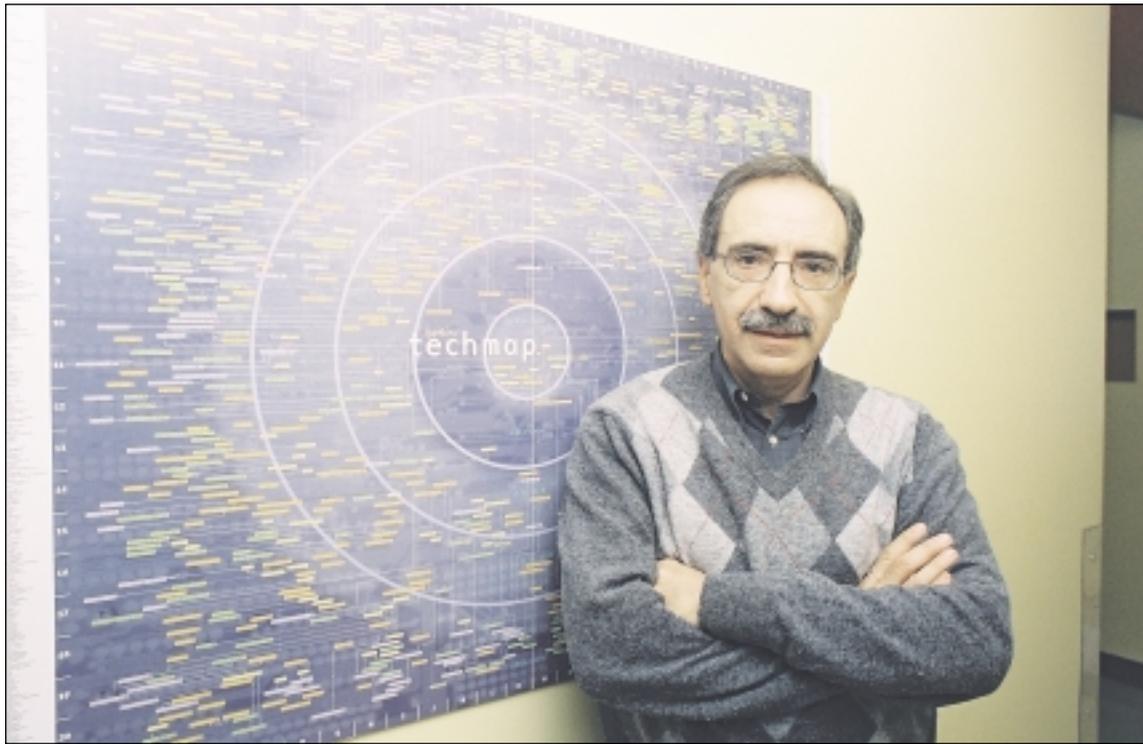


Photo : Michel Giroux

M. Jorge Niosi, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en gestion de la technologie.

stagner? Ainsi, explique M. Niosi, le secteur des biotechnologies, au Canada comme au Québec, connaît une croissance remarquable mais celle-ci est surtout concentrée dans un petit nombre d'entreprises. «Les entreprises qui réussissent le mieux sont celles qui possèdent des brevets – promesse d'un produit nouveau – et qui sont appuyées par du capital de risque. Les compétences en gestion représentent également un autre atout. En biotechnologie, il arrive souvent que des entreprises soient créées par des chercheurs en chimie ou en biochimie qui n'ont pas nécessairement une expertise en finances ou en marketing, des domaines très spécialisés exigeant des connaissances particulières. Enfin, les entreprises de haute technologie doivent, pour croître, cibler le marché mondial, vendre rapidement leur produit et être capables, en matière de marketing ou de commercialisation notamment, d'établir des alliances avec d'autres entreprises spécialisées.» Les entrepreneurs qui rencontrent le plus de succès, souligne M. Niosi, ne sont pas toujours ceux qui présentent les meilleurs CV ou qui offrent les meilleurs produits. «Rappelons-nous la bataille entre VHS et Beta. Selon les experts, Beta était de qualité nettement supérieure et pourtant c'est VHS qui l'a emporté sur le marché grâce à sa force en marketing.»

Une réussite à géométrie variable

Jorge Niosi entend aussi cerner les éléments qui permettent à un pays ou à une région de remporter un plus grand succès dans ses efforts pour encourager l'innovation technologique. «Au Canada, il est clair que Toronto, Montréal, Ottawa et Vancouver sont des villes qui favorisent l'innovation technologique en raison de la présence de nombreux centres de recherche universitaires, d'entreprises avec leurs propres laboratoires de recherche, et d'un bassin important de main-d'œuvre et de diplômés hautement

qualifiés. Évidemment les politiques publiques jouent un rôle ne serait-ce qu'à travers les crédits d'impôt, les programmes de subventions et l'encouragement à former des partenariats technologiques. L'idée est de créer une synergie entre les entreprises privées, les organismes gouvernementaux et les chercheurs universitaires afin de maximiser l'innovation technologique.» Fait à

noter, le gouvernement canadien vient de faire connaître sa nouvelle «stratégie d'innovation» qui propose un niveau de taxation des entreprises inférieur à celui en vigueur aux États-Unis et concurrentiel avec celui des autres pays du G7. Enfin, Ottawa a aussi pour objectif de relever le niveau des investissements en capital de risque. La stratégie derrière ces mesures? Faire en sorte que le Canada reste

compétitif dans «l'économie du savoir». Si les États-Unis, la Grande-Bretagne et le Canada se sont taillé une place de leader dans le domaine des biotechnologies, soutient M. Niosi, c'est grâce à une certaine concurrence entre les universités, à des subventions et à des marchés de capital de risque bien établis. Le Japon, pour sa part, a fondé son développement biotechnologique sur d'importantes sociétés de produits pharmaceutiques et chimiques, ce qui a diminué l'esprit d'entrepreneurship dans ce domaine et a fait stagner sa croissance.

Jorge Niosi, qui publie autant d'articles dans des revues de sociologie, d'économie ou d'administration, a un souci constant de rigueur malgré le caractère souvent instable des objets d'étude en sciences sociales, y compris économiques. «Il faut bien comprendre que les objets d'étude en sciences ont souvent un caractère invariant. Les molécules et les plantes que le scientifique étudie sont silencieuses. Elles ne racontent pas d'histoires comme le font les acteurs sociaux. Ainsi, pour mener à bien mes travaux et obtenir des informations, j'ai dû rencontrer des chefs d'entreprises. Je ne pouvais pas induire leurs stratégies de recherche en utilisant leurs discours mais essentiellement à partir de données concrètes, car tous ces dirigeants se présentaient comme des champions de leur secteur.»

Performance exceptionnelle en sciences juridiques

Les étudiants du Département de sciences juridiques de l'UQAM ont fait très bonne figure au concours interuniversitaire de plaidoirie Pierre-Basile-Mignault (Droit civil québécois) qui se déroulait dernièrement à l'UQAM. C'est le juge Louis Lebel de

la Cour suprême qui a remis le Prix de la meilleure équipe (Coupe du Bâtonnier du Québec) à celle de l'UQAM composée de Martin Imbleau (instructeur de l'équipe et chargé de cours au Département de sciences juridiques), Dominique Gervais, Karine

Lacombe, Carl Blanchette et Frédéric Paré. Ce dernier a également remporté le prestigieux prix du meilleur plaideur (Coupe Robinson), tandis que Karine Lacombe, en se classant, deuxième, obtenait la Coupe du Barreau canadien.



Photo : Sylvie Trépanier

De gauche à droite : Frédéric Paré, Karine Lacombe, Martin Imbleau, Dominique Gervais et Carl Blanchette.

À la recherche... des chargés de cours

Céline Séguin

Bon an mal an, le nombre de chargés de cours actifs à l'UQAM dépasse le millier d'individus. Bien qu'ils soient avant tout des enseignants, plusieurs d'entre eux oeuvrent aussi dans leur domaine à titre de chercheurs ou de créateurs. Sylvie Quéré, chargée de cours à la Faculté des sciences humaines, a voulu lever un coin du voile sur cette réalité méconnue. Elle a donc mené une enquête auprès d'une centaine de ses collègues afin d'identifier la nature de leurs activités de recherche, et surtout, les difficiles conditions d'exercice qui y sont associées. Appuyé par la Faculté, son projet devrait, à terme, s'avérer utile pour élaborer des pistes d'action visant à faciliter la conciliation enseignement/recherche chez cette catégorie d'enseignants méconnue.

La recherche solitaire

Précisons d'emblée que la très grande majorité (80 %) des chargés de cours qui ont répondu à l'enquête de Mme Quéré avaient participé, au cours des cinq dernières années, à des activités de recherche ou de diffusion des connaissances. Ses données préliminaires indiquent que plus la scolarité des chargés de cours est élevée, plus la probabilité qu'ils s'investissent dans des activités de recherche est forte. Ainsi, 88 % des répondants titulaires d'un diplôme de doctorat ou poursuivant des études doctorales disaient faire de la recherche, tandis que c'était le cas d'à peine la moitié des bacheliers.

«La plupart des chargés de cours qui mènent des travaux de recherche le font à titre de doctorant ou dans les années suivant l'obtention de leur diplôme. Règle générale, ils travaillent sur une base individuelle et peu d'entre eux parviennent à se consacrer à la recherche de manière très active et soutenue, ce qui a des répercussions en terme de volume d'articles, d'ouvrages, etc. Ainsi, moins d'un chercheur sur dix comptait plus de cinq articles publiés dans des revues avec comité de lecture au cours des cinq dernières années. Dans la majorité des cas, on parle d'une production se situant entre un et cinq articles en cinq ans, auxquels s'ajoutent des communications et des rapports divers, ce qui est loin d'être négligeable considérant les difficultés qui les confrontent.»

Barrières et entraves

Au nombre des obstacles à la recherche, le manque d'argent figure au premier rang. «Ceux qui poursuivent des travaux de recherche doivent, bien souvent, en assumer eux-mêmes les coûts. Dans l'enquête, moins de la moitié (48 %) des répondants impliqués en recherche disaient avoir obtenu, seul ou avec d'autres, une subvention ou un budget pour leurs travaux». Comme l'explique Mme Quéré, le statut de chargé de



Photo : Andrew Dobrowolskyj

Mme Sylvie Quéré, chargée de cours et doctorante au Département d'histoire.

cours universitaire ne permet pas à ces derniers de formuler, en leur nom personnel, des demandes aux grands organismes de financement. «Pour obtenir une subvention, il faut avoir un statut de chercheur ou professeur associé. Mais pour cela, on doit présenter au département un dossier de recherche très étoffé. Or, comment y parvenir en l'absence d'un financement? C'est insensé!» L'autre option, dit-elle, consiste à s'associer à un pro-

fesseur ou à intégrer une équipe de recherche. Toutefois, son enquête révèle que ces pratiques sont peu courantes. «Dans les équipes, on privilégie d'abord l'embauche d'étudiants. À moins d'être eux-mêmes aux études, les chargés de cours sont donc souvent condamnés à faire de la recherche en solo... et à leur frais.»

Si le manque d'argent entrave les activités de recherche, le manque

de temps est aussi un obstacle. Certes, plusieurs chargés de cours sont des professionnels (avocats, psychologues, comptables, etc.) qui enseignent à l'occasion. Le cas des chargés de cours de carrière (78 % de l'échantillon de Mme Quéré) est toutefois différent. «Souvent, ils acceptent toutes les charges offertes et tous les contrats qui se présentent pour arriver à cumuler un

salaire décent. Dès lors, la recherche se fait l'été ou quand les contrats se raréfient. «Il arrive qu'on dise oui à une série de propositions, par crainte qu'aucune d'entre elles ne se concrétise, et finalement, les contrats pleuvent et des cours nous sont offerts à la dernière minute. Résultat? On est débordé et la recherche, voire la thèse, est remise à plus tard.»

Sylvie Quéré, femme orchestre

Comme plusieurs de ses collègues, Sylvie Quéré jongle avec de multiples statuts et responsabilités dans un contexte marqué par la précarité. Outre des charges de cours au Département d'histoire (Histoire du Moyen Âge, Europe des croisades), elle supervise des stages au bac en enseignement au secondaire, en plus de siéger à la CE à titre de représentante des chargés de cours. Et son implication ne s'arrête pas là. Son enquête, elle l'a menée à titre de responsable d'un projet d'intégration. Ce genre d'activités — qui permettent aux chargés de cours de mettre à contribution leur expertise en produisant du matériel pédagogique, en participant à des comités départementaux, etc. — elle y croit beaucoup. À preuve, depuis cinq ans, elle a collaboré à dix projets! Le plus récent consistait à étudier la faisabilité et le contenu des stages en prévision de l'ouverture du programme d'histoire appliquée au niveau de la maîtrise.

Enfin, Mme Quéré est aussi chercheuse et doctorante en histoire. Sous la direction du médiéviste Michel Hébert, elle étudie le discours politique des États de Languedoc entre 1346 et 1484. À partir des sources qu'ils ont laissées (procès-verbaux des assemblées, requêtes présentées au roi...), elle procède à une analyse de leur discours, soit tout énoncé visant à marquer leur existence au sein de la société politique et à imposer leurs propres représentations collectives. Comme il s'agit de manuscrits écrits en latin ou en français médiéval, la chercheuse ne peut recourir à un logiciel automatisé d'analyse de texte. Elle procède manuellement à la transcription des sources, de même qu'à l'indexation du texte. Un travail de moine qui lui permettra d'analyser une base de données contenant pas moins de 2 000 fiches, 50 catégories et plus de 30 000 mots. Un tour de force quand on songe à toutes ses autres tâches. Pas étonnant qu'elle ait dû, à un certain moment, interrompre ses études. Loin d'être un long fleuve tranquille la vie de chargé de cours!

80 000 \$ en bourses d'excellence au GREFi

Dans le cadre de son 5^e colloque annuel, tenu le 8 février dernier, le Groupe de recherche en écologie forestière interuniversitaire (GREFi) a décerné une dizaine de bourses d'excellence, à des étudiants méritants, pour une valeur totale de 80 000 \$. Les lauréats sont Michel Leboeuf, Anh Thu Pham et Marianne Cheveau (5 000 \$), de la maîtrise en biologie à l'UQAM; Martin-Philippe Girardin (5 000 \$, doctorat en biologie, UQAM/University of Manitoba), Sybille Haussler (5 000 \$, doctorat en sciences de l'environnement, UQAM), Alain Houle (5 000 \$, doctorat en biologie, UQAM). Enfin, mentionnons les noms des cinq récipiendaires d'une bourse de recherche postdoctorale, à savoir Nicolas Bélanger, UQAM (10 000 \$), Gavin Kernaghan, UQAM/Concordia (5 000 \$), François Lorenzetti, UQAM (5 000 \$), Michel Fortin, INRS-IAF (20 000 \$) et Yves Claveau, UQAM (10 000 \$). À noter

qu'au cours de ce colloque — qui a attiré une centaine de participants — quatre prix de 250 \$ ont également été

octroyés à des étudiants des cycles supérieurs pour récompenser la qualité de leurs communications scienti-

fiques. De toute évidence, au GREFi, on a l'art d'encourager la relève!

PUBLICITÉ

Sur le campus

Pierre Faucher

Alternative Impro

«Dans cette ligue-ci, on joue avec l'autre équipe, plutôt que de jouer contre elle. Les participants explorent ainsi leur spontanéité, plutôt que leur combativité. Il arrive même que les équipes pratiquent ensemble», précise Jean-François Brosseau, étudiant en animation culturelle et coordonnateur de la ligue d'improvisation du module d'animation culturelle, la LACI. Cette ligue a été créée il y a quatre ans et réunit présentement 26 étudiants du module dans quatre équipes. Les joutes ont lieu tous les mardis, à 21 h 30, au local J-1120, et attirent une cinquantaine de spectateurs depuis le début de l'année. C'est loin d'être un record si on compare, par exemple, à la ligue centrale de l'UQAM, mais le nombre permet d'apprécier l'intérêt que l'on porte à ce genre théâtral dans un module de 400 étudiants. «Nous voulons que tous les étudiants d'ARC s'initient à l'impro, quelle que soit leur discipline», reprend M. Brosseau. «La collaboration entre les équipes nous permet d'offrir un spectacle plus rapide et plus vivant.»

Le 23 mars prochain, la LACI sera l'hôte de la coupe Longueuil, une compétition qui réunit 8 équipes partageant la même approche de l'improvisation. De 10 h à 22 h, au même local.

10 ans à l'UQAM

Dans le cadre de son 10^e anniversaire, IKTUS organise un événement sur la Grande Place du pavillon Judith-Jasmin portant sur «Différents visages du christianisme aujourd'hui». Y seront présents, du 5 au 7 mars, des organismes représentant diverses tendances de l'engagement spirituel : le dialogue entre Chrétiens, l'engagement social ou l'animation spirituelle. IKTUS est un groupe œcuménique regroupant des Chrétiens de traditions diverses (catholique, orthodoxe, protestante et évangélique). Selon le texte de l'assemblée de fondation (avril 91), l'organisme voulait offrir aux gens de l'UQAM «la possibilité de faire un cheminement spirituel en puisant à l'héritage judéo-chrétien». IKTUS (qui signifie poisson, en grec) organise régulièrement des activités telles la Semaine de la justice réparatrice, des ateliers de lecture de l'Évangile, etc.

Semaine Marketing.

Le Club Marketing UQAM présentera, du 11 au 14 mars prochain, la quatorzième édition de la Semaine Marketing. Au cours de cet événement, les étudiants en marketing mettent à l'épreuve leurs connaissances, notamment pour le traditionnel «Concours Réflexe Marketel», qui se tient sur la Grande Place. Lors de cette épreuve, les participants sont placés en situation d'entrevue simulée et doivent réagir à des mises en situation de marketing devant une centaine de personnes, dont leurs collègues étudiants et des observateurs recruteurs. Pour la 14^e édition, la firme Cossette Marketing a accepté de participer aux activités en commanditant une épreuve de simulation en entreprise. Après deux jours de recherche et de rencontres avec les experts de la firme, les équipes (deux étudiants par équipe) devront présenter une campagne devant jury et auditoire.

Comme chaque année, les lauréats se mériteront des stages en entreprise, entre autres chez Marketel, partenaire privilégié de cette activité depuis ses tout débuts.

Version originale

L'association étudiante de l'École de langues nous présente des films étrangers, en version originale. Les projections ont lieu les mardis soir à 21 h, au local DS-R520. Les prochains programmes :

- 26 février : *Amores Perros (Amours chiennes)*, de Alejandro González Iñárritu, Mexique, 1999, 147 min. — Version originale, sous-titres français.
- 5 mars : *Apariencias (Apparences)*, de Alberto Lecchi, Argentine, 2000, 90 min. — Version originale.

Conférence de Roger Turenne

Le GREFI, en collaboration avec la Société pour la Nature et les Parcs du Canada, présente *Terre d'azur : un parc national en devenir*, une conférence de Roger Turenne, écologiste, photographe, ancien diplomate canadien et délégué à l'UNESCO. M. Turenne discutera des enjeux environnementaux, sociopolitiques, et récréo-touristiques reliés à la création d'un parc national au coeur du Manitoba.

- 28 février, 19 h 30, local A-M050.

Le coût d'entrée est de 8\$, et 5\$ pour les étudiants.

Création d'emplois étudiants

Un programme mis sur pied par la compagnie Labatt permet à des étudiants d'obtenir un emploi d'été s'ils réalisent un projet parrainé par un organisme de bienfaisance. À titre d'exemple, quatre étudiants du Cégep de Rimouski ont formé une troupe, nommée «Sourire Secours», qui monte des spectacles pour personnes seules ou malades. Quant à Heidi Lillak, une étudiante en administration des sports à l'Université du Nouveau-Brunswick, elle a collaboré à la conception du matériel promotionnel, des communiqués de presse et du site web du programme *Run for the Cure*, de la Fondation canadienne du cancer du sein.

Dans l'ensemble du Canada, quelque 130 étudiants verront cet été leur projet accepté. Les participants doivent étudier à temps plein, et faire les démarches eux-mêmes auprès d'une œuvre de bienfaisance qui acceptera de superviser leur travail et la bonne marche du projet. Pour plus de détails, on peut consulter le site du projet, à la page suivante : www.lpia-jobs.com.

Développer une véritable culture d'encadrement

Claude Gauvreau

On sait que la première année d'un programme d'études de premier cycle – et même la première session – constituent des moments névralgiques pour tout étudiant qui veut réussir ses études. En effet, ils ne sont pas rares ceux qui, pour diverses raisons, abandonnent leurs cours durant cette période. C'est pourquoi, en 1999, débutait à l'UQAM l'implantation d'une formule de monitorat dans des programmes ciblés, une mesure d'encadrement nouvelle, jugée prioritaire, et axée sur l'étudiant et ses apprentissages. Deux ans plus tard, on est en mesure d'établir un premier bilan. Pour en dégager les faits saillants, L'UQAM a rencontré Nadia Palkiewicz et Jean-Luc Raymond, agents de recherche et de planification au Bureau des études, ainsi que Christian Bégin des Services à la vie étudiante.

Dans l'ensemble, le bilan est très positif affirmant les trois agents. En 2000-2001, le monitorat a été mis en place dans 31 programmes d'études qui présentaient un taux d'abandon élevé, permettant ainsi de rejoindre à l'automne 2000 près de 3 200 nouveaux étudiants à temps complet et plus de 1 300 à temps partiel. Mais qui sont ces moniteurs? Des étudiants de cycles supérieurs qui viennent en aide à d'autres étudiants inscrits à un programme de premier cycle en vue de les supporter dans leur cheminement académique et leurs apprentissages. L'objectif ultime : leur permettre d'acquiescer une plus grande autonomie. Le travail des moniteurs porte sur l'ensemble d'une session et concerne tant des éléments précis reliés à un cours en particulier, que des aspects plus généraux comme les stratégies d'apprentissage et les choix de cours ou de concentration. Ils peuvent intervenir rapidement auprès d'étudiants en difficulté ou encore les référer à des services appropriés si nécessaire.

Comme l'expliquent Christian Bégin et Jean-Luc Raymond, «la plupart des étudiants moniteurs sont recommandés par des directeurs de programme sur la base de certains critères : dynamisme, réussite académique, connaissance de l'Université, capacités de communication, etc.» Ils reçoivent tous une formation spécifique portant notamment sur les dimensions pédagogiques et les contenus de cours de première année. «Nous leur transmettons également des notions et des outils de base en matière de relation d'aide.»

Comme les besoins de étudiants varient beaucoup selon qu'ils se trouvent en sciences ou en lettres, l'implantation du monitorat revêt parfois des formes diverses et les moniteurs peuvent percevoir leur rôle de façon



Photo : Robin Edgar

très différente d'un programme à l'autre. Deux tendances principales sont observées. Certains moniteurs interviennent de manière ponctuelle et considèrent les besoins des étudiants sous un angle strictement académique. D'autres, au contraire, comprennent leur rôle de manière plus large et leurs interventions couvrent aussi bien les stratégies d'apprentissage, la méthodologie, la motivation, que les possibilités de carrière ou d'études futures.

«Évidemment, souligne Nadia Palkiewicz, le bilan a permis d'identifier des lacunes et des correctifs importants devront être apportés.» Il faudra notamment favoriser un encadrement plus soutenu du travail des moniteurs de la part des responsables ou des comités de programmes et encourager des contacts plus étroits avec les professeurs et les chargés de cours. Des mesures de soutien devront aussi être prises afin de répondre à des besoins criants des étudiants comme l'amélioration de leurs compétences en français écrit et en méthodologie. Enfin, la concertation avec les facultés et leurs vice-doyens aux études apparaît comme une priorité.

«Le monitorat de programme ne doit pas être vu comme une mesure isolée, de préciser Mme Palkiewicz. Il faut plutôt miser sur l'effet cumulatif des différentes formules d'encadrement et veiller à leur articulation.» Ainsi, le monitorat doit être associé au développement d'activités d'encadrement structurantes intégrées au programme même. Par exemple, des activités d'immersion ou d'intégration sur lesquelles le monitorat peut s'appuyer. «C'est en ce sens, ajoute M. Raymond, que pourra s'établir à l'UQAM une véritable culture d'encadrement. Jusqu'à maintenant, le monitorat a permis de créer une dynamique d'animation pouvant susciter la discussion et la réflexion.»

«D'ici le printemps, soulignent les trois agents, nous approfondirons nos analyses de l'impact du monitorat sur la réussite des études et les taux d'abandon. Les facteurs sont multiples et il est difficile d'isoler une variable en particulier.» Mais il est clair que le monitorat de programme est là pour rester et il pourrait être élargi aux étudiants de deuxième ou de troisième année, et même aux étudiants de maîtrise.

Échanges au TOXEN

Les étudiants œuvrant dans les divers laboratoires du TOXEN viennent de lancer une série de séminaires afin de favoriser le partage des connaissances dans le champ des études en toxicologie de l'environnement. La première rencontre du groupe de discussion s'est tenue dans le cadre du Forum des études supérieures et de la recherche, le 15 février dernier, à 14h, au S-6045, et les séminaires se poursuivront, au même en-

droit, les 15 mars et 19 avril prochains. Chacune de ces séances permet à trois ou quatre étudiants de faire une présentation de leurs travaux de recherche (20 minutes), accompagnée d'une courte période de questions et de discussion. Question de fraterniser un peu, le tout est suivi d'un 5 à 7 amical! Pour en savoir davantage, on communique avec Alexandra Lacroix (alexandra.lacroix@hotmail.com) ou Amélie Gravel (ameliegravel@hotmail.com)

Création du CIAM : le mariage de l'art et de la science

Céline Séguin

L'Université compte désormais un tout nouveau «regroupement stratégique», soit le Centre interuniversitaire en arts médiatiques (CIAM) dirigé par Louise Poissant, professeure à l'École des arts visuels et médiatiques. Bénéficiant d'une subvention d'environ 1 million de dollars du Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, le CIAM réunit des chercheurs de l'UQAM et de Concordia qui s'intéressent aux nouvelles formes de communication et d'expression artistique intégrant la technologie numérique. Leurs travaux, variés et novateurs, vont du design 3D à la robosculpture, en passant par les jeux numériques et la scénarisation interactive.

La création du CIAM, on l'aura deviné, s'inscrit dans la foulée du récent lancement d'Hexagram, un institut interuniversitaire et intersectoriel de recherche et création en arts et technologies médiatiques. «Hexagram, d'expliquer Mme Poissant, va soutenir l'innovation dans le domaine des arts médiatiques en favorisant, notamment, la création de projets artistiques en partenariat avec le secteur privé. Au sein de cet institut, qui compte une cinquantaine d'artistes et de chercheurs, le CIAM va en regrouper 26 — tous des professeurs chevronnés — et sera responsable de la recherche universitaire et de l'encadrement des étudiants.»

Synergie décuplée

Décidément, en arts médiatiques, l'UQAM et Concordia semblent ne plus pouvoir se passer l'une de l'autre. Pourquoi? «L'Université Concordia, comme l'UQAM, compte parmi les plus grandes écoles d'art au Canada. La collaboration était déjà engagée au niveau institutionnel (comme le doctorat conjoint en communications) et entre certains professeurs (projets communs, codirections...). Mais avec le CIAM, nous allons nous doter d'une plate-forme qui favorisera davantage la synergie entre chercheurs.» Pour ce

faire, le CIAM entend développer un important programme d'activités (séminaires, colloques, expositions) autour de ses huit axes de recherche (voir encadré), en plus d'organiser des rencontres régulières sur l'état d'avancement des travaux. La collaboration, selon Mme Poissant, rendra également possible une qualité d'équipements à laquelle les universités ne pouvaient aspirer individuellement. Du matériel de pointe sera ainsi accessible dans des laboratoires de cinéma numérique, de multimédia, de montage numérique, et de textiles et prototypage rapide.

Si le CIAM entend devenir le haut lieu de la recherche en arts médiatiques, il ambitionne aussi jouer un rôle majeur en matière de formation de la relève. «En octroyant des bourses à des étudiants des cycles supérieurs et à des chercheurs postdoctoraux, le CIAM permettra à ces derniers de travailler sur leurs propres projets au sein d'un environnement des plus stimulants. Nous allons les encadrer, mais ils vont aussi contribuer à faire avancer la recherche. Dans ce domaine, c'est un peu comme en informatique, un jeune très doué peut rapidement surpasser son prof! Nos étudiants sont bourrés de talent, ils ont de grandes idées. Certains fondent leur propre entreprise, d'autres sont embauchés par des compagnies comme Bell ou Ubisoft. Ce n'est peut-être pas l'art pour l'art, mais chose certaine, ils y font un travail créatif, un travail d'artiste!» En ce sens, dit-elle, le CIAM permettra de développer des ressources humaines hautement qualifiées dont les institutions d'enseignement et les industries ont grandement besoin.

D'immenses potentialités

Selon Mme Poissant, on assiste présentement à un rapprochement entre les arts et les sciences comme il n'y en a pas eu depuis... la Renaissance. D'un côté, les artistes se rapprochent des scientifiques en intégrant les nouvelles technologies à leur art. De l'autre, les scientifiques empruntent aux artistes



Photo : Michel Giroux

Mme Louise Poissant, professeure à l'École des arts visuels et médiatiques.

en ayant recours à la visualisation. «Avant, les images c'était pour les cancrs. Aujourd'hui, la visualisation — résonance magnétique, imagerie 2D et 3D... — est essentielle à la

compréhension d'un problème. C'est une énorme différence épistémologique. Or, les arts médiatiques s'avèrent particulièrement révélateurs de ce rapprochement et de ses potentialités ex-

traordinaires, du double point de vue artistique et scientifique.»

Un exemple? Dans le cadre de ses recherches sur les personnages virtuels, son collègue de l'École de design, Michel Fleury, travaille en collaboration avec un psychiatre, spécialiste de la schizophrénie. Ce dernier aide M. Fleury à introduire des gradations dans les émotions exprimées par ses personnages les rendant ainsi plus «vrais» que nature. Ces recherches, du point de vue artistique, sont destinées au milieu du cinéma, à l'industrie du jeu vidéo et à Internet. Mais elles ont aussi des retombées sur le plan scientifique car le psychiatre va se servir de ces personnages dans le cadre d'un traitement destiné aux personnes schizophrènes.

Le vaste public profitera également des recherches menées au CIAM. Ainsi en est-il d'un projet en télévision interactive auquel collaborent Mme Poissant et le professeur de communications Louis-Claude Paquin. Tandis que la première réalisera des capsules sur divers thèmes à partir de son *Dictionnaire des arts médiatiques*, le second va créer une interface dynamique qui permettra au public d'y avoir accès, à la demande, sur le Canal Savoir. Et ce n'est là qu'un projet parmi d'autres... Enfin, outre la subvention reçue pour la création du CIAM, Mme Poissant a une autre raison de se réjouir : l'annonce, par le Fonds canadien pour l'innovation (FCI), de l'octroi d'une somme de 22 M \$ à Hexagram, dont environ 7 M \$ seront injectés à l'UQAM pour financer l'achat d'équipements et la construction, au pavillon Judith-Jasmin, d'une annexe destinée à abriter les locaux du CIAM. Bref, une histoire à suivre.

L'UQAM vite sur ses skis !

L'équipe de ski de l'UQAM a encore connu d'excellents résultats dans le cadre des compétitions de février. Chez les hommes, Daniel Gagnard (finances) a réussi à décrocher l'or dans sa course de slalom du 17 février, au Mont Sutton, tandis qu'il remportait les 1^{ère} et 2^{es} places lors des compétitions des 2 et 3 février. Du côté des femmes, Céline Savin (éducation physique) a raflé la médaille d'argent lors de ses quatre dernières courses. Au moment de mettre sous presse, Céline (sur la photo) et Daniel figuraient au premier rang du classement individuel cumulé de leur catégorie, alors que les Citadins, après six courses, occupaient la troisième place au classement cumulé par équipe. Pour illustrer l'importance de ces performances, rappelons qu'une centaine d'étudiants, provenant de huit établissements, participent au championnat québécois universitaire de ski alpin. Les prochaines manches se dérouleront les 9 et 10 mars, à Camp-Fortune.



Les axes de recherches

Treize professeurs de l'UQAM, aux horizons disciplinaires variés, participent aux travaux du CIAM au sein de huit axes de recherche :

- Cinéma émergent et personnages virtuels (Michel Fleury, design)
- Vidéo sans-fil, à large bande et usages multiples (David Tomas et Chantal duPont, arts visuels et médiatiques, Omar Cherkaoui et Brigitte Kerhervé, informatique)
- Télévision interactive et communauté virtuelle (Louise Poissant, arts visuels et médiatiques, Pierre-Léonard Harvey, communications)
- Performance et son interactifs (Martine Époque, danse)
- Environnements immersifs, réalité virtuelle et jeux numériques (Jean Dubois, arts visuels et médiatiques, Brigitte Kerhervé, informatique)
- Arts robotiques et vie artificielle (Nicolas Reeves, design, Louis-Claude Paquin, communications)
- Textiles interactifs et ordinateurs vestimentaires (Charles Halary, sociologie, et Omar Cherkaoui, informatique)
- Traitement de l'image et prototypage rapide (Georges Dyens, arts visuels et médiatiques)